



Commission
européenne



SÉRIE D'AIDE-MÉMOIRE SUR LA NUTRITION



PROTECTION SOCIALE ET NUTRITION

La protection sociale est constituée d'un ensemble de politiques et de programmes visant à prévenir la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale et à protéger les personnes de ces maux pendant toute la durée de leur vie en portant une attention particulière aux groupes vulnérables. Le droit à une protection sociale complète et le droit à une alimentation adéquate sont inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme¹. Il est possible d'assurer une protection sociale à tous ceux qui en ont besoin en fournissant une large gamme de services comportant des garanties à caractère contributif ou non. Les systèmes de protection sociale, et en particulier les socles de protection sociale², sont fondamentaux pour la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable, notamment les objectifs internationalement convenus visant à mettre fin à toutes les formes de malnutrition.

À l'échelle planétaire, on estime qu'au moins 3 milliards de personnes n'ont pas les moyens de se payer une alimentation saine; la majorité de ces personnes vivent en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et du Sud-Est. Même avant la pandémie de Covid-19, plusieurs facteurs ont éloigné le monde de son objectif d'éradiquer la faim et de mettre un terme à la malnutrition sous toutes ses formes. Parmi ces facteurs, les principaux sont les conflits, la variabilité et les extrêmes climatiques ainsi que les ralentissements et récessions économiques, qui sont exacerbés par les causes sous-jacentes de la pauvreté et de très hauts niveaux d'inégalité (par exemple: en termes de revenus, d'éducation et de santé)³. À cela vient s'ajouter la guerre en Ukraine, qui met en péril l'approvisionnement et la disponibilité de nourriture et d'intrants agricoles, augmentant également les prix des aliments dans le monde entier⁴.

Comme la pauvreté est un des principaux facteurs responsables de la faim et de la malnutrition, la protection sociale a un rôle vital à jouer pour assurer une nutrition correcte pendant tout le long de la vie. Cela est plus particulièrement vrai pour les enfants qui, pour la plupart, n'ont pas de couverture sociale efficace et ont deux fois plus de risques de vivre dans la pauvreté que les adultes, alors que la malnutrition pourrait mettre leur vie en danger et avoir des conséquences les affectant tout le reste de leur vie. La pandémie de Covid-19 a fait ressortir qu'il existe un fort lien de causalité entre la pauvreté et la malnutrition et qu'il est urgent de combler les lacunes dans la couverture de protection sociale, pour éviter de perdre les gains obtenus en matière de nutrition maternelle et infantile dans de nombreux contextes⁵. Il est essentiel de mettre en œuvre des approches de la protection sociale qui donnent

1 Article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme

2 Selon la définition de l'OIT, «les socles de protection sociale sont des ensembles de garanties élémentaires de sécurité sociale définis à l'échelle nationale qui assurent une protection visant à prévenir ou à réduire la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale» tout au long de la vie (OIT 2012). Par contraste, le terme «filets de sécurité sociale» se réfère plutôt à une «*approche de gestion des risques*» mettant l'accent sur la protection contre les chocs et le lissage de la consommation.

3 FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2021. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021*.

Transformer les systèmes alimentaires aux fins de la sécurité alimentaire, d'une meilleure nutrition et d'une alimentation saine et abordable pour tous. Rome, FAO.

4 <https://www.wfp.org/publications/food-security-implications-ukraine-conflict>

5 <https://www.fao.org/publications/sofi/2021/fr/>, pp. XV-XVI

la priorité à l'optimisation des résultats en matière de nutrition pour accélérer la réalisation des objectifs internationalement convenus dans ce domaine, notamment l'ODD 2 (éliminer la faim et la malnutrition). Les programmes de protection sociale peuvent exercer une influence positive sur la nutrition de diverses manières, par exemple, en augmentant ou stabilisant les revenus des ménages (ce qui accroîtrait leur sécurité alimentaire), en améliorant l'accès à une alimentation saine, en levant les obstacles économiques et sociaux réduisant l'accès aux services de santé et d'assainissement, en soutenant la fourniture de services de garde d'enfant et en améliorant les dynamiques intraménage liées, par exemple, à la possibilité d'utiliser les revenus du ménage⁶ ⁷. Les 1 000 premiers jours ont une importance critique dans la nutrition des enfants. Aussi, pour améliorer la nutrition des mères, des nourrissons et des enfants en bas âge, il est particulièrement important de réaliser des interventions qui favorisent une grossesse en bonne santé, un accouchement sans risque et un allaitement maternel exclusif pendant six mois et la poursuite de l'allaitement maternel jusqu'à l'âge de deux ans, dans le cadre d'une alimentation minimum acceptable.

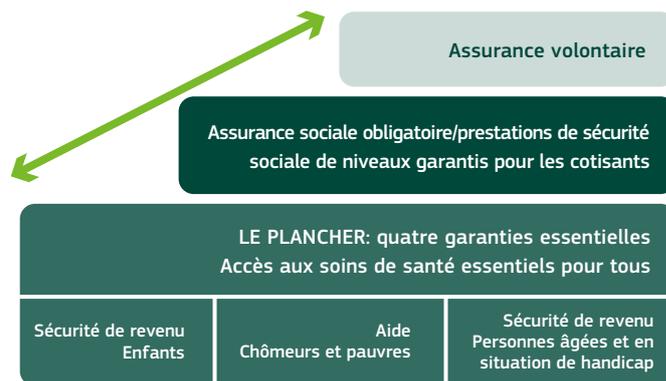
Des preuves historiques fiables montrent que la protection sociale a des impacts positifs sur la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique, en Asie et en Amérique latine où il a été démontré, à maintes reprises, qu'une assistance régulière et appropriée améliore la quantité et la diversité de la consommation alimentaire, et aide à maintenir la qualité de l'alimentation pendant les chocs. Dans de nombreux pays, allant du Mexique au Malawi, on a démontré spécifiquement que les programmes de transfert monétaire réduisent le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance⁸.

Union européenne

L'engagement de l'UE sous-tendant son plan d'action pour la nutrition est de soutenir les efforts entrepris par les pays partenaires pour faire passer le nombre d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance sous la barre des 7 millions d'ici 2025. Le nombre d'enfants en retard de croissance a certes diminué de manière sensible dans les pays partenaires soutenus par l'UE. Néanmoins, les données suggèrent que les plus vulnérables sont souvent ceux qui sont les plus difficiles à atteindre. Ce fait souligne le rôle stratégique que joue la protection sociale dans le contexte d'une approche multisectorielle, fondée sur les droits et reposant sur l'initiative du pays concerné.

En 2016, en adhérant au *Partenariat mondial pour une protection*

Figure 1: L'escalier de la sécurité sociale avec le plancher de protection sociale⁹ ¹⁰



Toutefois, la majorité de la population mondiale ne bénéficie pas encore d'une protection sociale. En 2019, seulement 47 % de la population mondiale étaient effectivement couverts par au moins une prestation sociale, tandis que 4,1 milliards de personnes (53 %) n'avaient aucune sécurité de revenu du tout. Au niveau mondial, la grande majorité des enfants ne bénéficient d'aucune protection sociale efficace et seulement un enfant sur quatre (26,4 %) bénéficie d'une prestation de protection sociale.

sociale universelle (aussi appelé *partenariat USP2030*¹¹), la Commission européenne, avec un grand nombre d'États membres de l'UE, s'est clairement engagée à soutenir les efforts des pays partenaires pour que personne ne soit laissé de côté. La protection sociale universelle prévoit des transferts monétaires appropriés pour tous ceux qui en ont besoin (tout particulièrement les enfants), des prestations et des aides pour les personnes en âge de travailler en cas de maternité, de handicap, d'accident de travail et pour toutes les personnes sans emploi, ainsi que des pensions pour les personnes âgées. Cette protection peut prendre la forme d'une assurance sociale¹², de prestations sociales financées par l'impôt et d'autres dispositifs garantissant une sécurité de revenu de base. En même temps, l'UE reconnaît que les systèmes nationaux de protection sociale

6 Veuillez vous référer à l'aide-mémoire d'introduction.

7 L'impact des dispositifs de transferts sociaux en espèces de Mchinji (Malawi) a été évalué sur la base d'une étude longitudinale faisant appel à des méthodes quantitatives et qualitatives. Il en résulte qu'ils contribuent à améliorer la santé, stimuler la demande de scolarisation, réduire le travail des enfants, accumuler des actifs productifs et du bétail, augmenter la production agricole, accroître la sécurité alimentaire et élever la capacité à faire face aux chocs affectant les ménages. https://www.researchgate.net/publication/237756653_Impact_Evaluation_Report_External_Evaluation_of_the_Mchinji_Social_Cash_Transfer_Pilot, pp. vii-viii

8 Yablonski and O'Donnell 2009. Le rôle des transferts monétaires pour lutter contre la mortalité infantile et Tirivayi et al, 2013 The interaction between social protection and agriculture. A review of evidence. Rome : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

9 https://www.ilo.org/global/publications/ilo-bookstore/order-online/books/WCMS_124454/lang--en/index.htm, p. 20

10 La constitution de l'Afrique du Sud de 1996 (article 27) déclare que toutes les femmes, tous les hommes et tous les enfants ont des droits fondamentaux en matière d'aide et protection sociale et de santé. Pour réaliser ces droits, l'Afrique du Sud a adopté un vaste cadre de protection sociale en créant un plancher de protection sociale qui garantit des transferts sociaux et des services sociaux de base. Dans ce cadre, on a montré que le programme d'aide à l'enfance *Child Support Grant* a fortement amélioré la nutrition des enfants.

11 https://usp2030.org/wp-content/uploads/brochure_fr.pdf

12 À ce stade, on ne dispose pas de données probantes concernant les conditions de réussite des dispositifs d'assurance durables axés sur les pauvres. En effet, les primes peuvent être hors de portée des personnes extrêmement pauvres, tandis que le travail contre prime engendre des difficultés de trésorerie dans le dispositif. <https://www.opml.co.uk/projects/independent-evaluation-african-risk-capacity> <https://documents.pub/document/measuring-resilience-oxfam-america-the-resilience-oxfam-america-1-the.html?page=1> https://ipcig.org/pub/eng/PRB70_Building_climate_resilience_through_social_protection_in_Brazil.pdf

seront nécessairement hétérogènes dans leur conception et leur mise en œuvre, parce qu'ils doivent s'adapter au contexte et aux capacités de chaque pays. De plus, il est important que chaque pays s'approprie le processus conduisant à la protection sociale universelle et il faut respecter leur choix de réaliser la couverture universelle progressivement ou plus rapidement.

Quatre priorités découlent de l'expérience acquise lors des actions externes menées pour aider les pays partenaires à renforcer la protection sociale, afin d'améliorer la nutrition:

- **Appui budgétaire à la protection sociale.** Dans le contexte de l'action extérieure de l'UE, l'appui budgétaire direct s'est révélé comme une des modalités les plus efficaces, permettant de soutenir les efforts entrepris par les pays partenaires pour renforcer leurs systèmes nationaux de protection sociale¹³. Outre l'aide budgétaire, les contrats de réforme sectorielle comportent souvent des mesures complémentaires axées sur le développement de capacités institutionnelles. Cela permet d'assurer la protection sociale à tous les niveaux, tout en renforçant la gestion des finances publiques et en soutenant l'engagement des pouvoirs publics à augmenter les fonds nationaux destinés à la protection sociale.
- **Assurer une approche transformative par rapport au genre**¹⁴. Les femmes sont actuellement surreprésentées parmi les personnes ne bénéficiant d'aucune forme de protection sociale. Cela subsiste en dépit de l'écart persistant de rémunération entre les hommes et les femmes, le nombre élevé de femmes exerçant une activité informelle et le fait que les femmes et les filles soient responsables de manière disproportionnée des tâches familiales et domestiques non rémunérées. En alignement avec l'approche transformative par rapport au genre, promue par le plan d'action de l'INTPA sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) (2021–2025)¹⁵, la protection sociale peut jouer un rôle puissant de catalyseur favorisant l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles – une condition nécessaire à l'amélioration de la nutrition. Une protection sociale soucieuse des questions de genre est appelée à jouer un rôle vital dans la rupture du cycle intergénérationnel de la malnutrition, en réduisant les vulnérabilités interdépendantes et spécifiques des femmes et des filles, tout en tenant compte de la diversité de leurs vécus, ainsi que des dimensions intersectionnelles des désavantages liés au revenu, au handicap, à l'âge et à l'ethnicité. Il faut constamment veiller à ce que les personnes

les plus vulnérables et les plus touchées par l'exclusion sociale aient un accès égal aux droits. Outre cela, il faut activement rechercher et faciliter un engagement significatif avec les bénéficiaires pour obtenir un retour d'information.

- **Concevoir la protection sociale pour qu'elle soit réactive face aux chocs.** Les catastrophes climatiques sont de plus en plus graves et nombreuses et il se produit des bouleversements de nature politique, sociale et économique. De ce fait, un nombre croissant d'enfants et de familles vivent dans des communautés vulnérables aux chocs et font face à des situations d'urgence. Cela pourrait avoir des impacts dévastateurs sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Quand une crise frappe, une protection sociale efficace peut être un facteur crucial déterminant la capacité des communautés à protéger et rétablir leurs moyens de subsistance. Elles peuvent ainsi éviter d'appliquer des stratégies d'adaptation aux effets négatifs et susceptibles de compromettre les progrès enregistrés dans la réduction de la malnutrition chez les femmes, les filles adolescentes et les enfants. Historiquement, les systèmes nationaux ont souvent été trop faibles pour cela. Il est toutefois possible de les concevoir et de les renforcer pour qu'ils soient adaptatifs et réactifs face aux chocs et disposent d'une souplesse suffisante pour s'adapter tout en aménageant les systèmes de gestion des finances publiques afin de couvrir l'éventail des risques associés à une approche nexus humanitaire-développement-paix.
- **Promotion de la protection sociale dans le contexte d'une transformation des systèmes alimentaires.** À la suite du sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires de 2021, la création d'une Coalition mondiale pour la protection sociale dans le contexte de la transformation des systèmes alimentaires, fournit une occasion de renforcer le lien entre le Partenariat pour une protection sociale universelle 2030 et d'autres domaines d'action en rapport avec des régimes alimentaires sains et une meilleure nutrition. Par exemple, les évaluations des programmes de transfert monétaire suggèrent que les résultats nutritionnels peuvent être améliorés s'ils sont accompagnés d'une communication efficace en faveur d'une évolution des comportements sociaux¹⁶.

On trouvera ci-après des recommandations spécifiques.

13 Une évaluation globale de l'appui budgétaire européen a conclu que «en ce qui concerne l'efficacité des actions d'appui budgétaire européen, il n'y a aucun doute que, dans les secteurs de la protection sociale, de la santé et de l'éducation, les actions européennes ont obtenu un impact plus important que prévu par rapport à leur poids financier» entraînant une réorganisation institutionnelle, un renforcement des capacités et une amélioration des politiques de protection sociale. (EU Budget Support: Trends and Results 2017)

14 Pour plus d'informations, veuillez vous référer à l'aide-mémoire Nutrition, égalité de genre et autonomisation des femmes

15 Le GAP III promeut une approche transformative et intersectionnelle pour généraliser la prise en compte du genre dans toutes les politiques et actions combattant les causes structurelles de l'inégalité de genre et de la discrimination fondée sur le genre notamment en impliquant activement les hommes et les garçons dans la remise en question les normes et les stéréotypes de genre. https://ec.europa.eu/international-partnerships/topics/gender-equality-and-empowering-women-and-girls_en#header-5139

16 <https://www.fao.org/3/ca7062en/ca7062en.pdf> (p. 37)



Stratégies visant à renforcer les systèmes de protection sociale pour optimiser les résultats nutritionnels

- **Faire en sorte que les politiques de protection sociale s'intègrent dans un cadre d'action stratégique cohérent.** Ainsi, des synergies intersectorielles et intrasectorielles pourront se développer, ce qui améliorera les performances des systèmes de protection sociale. Soutenir l'intégration de la protection sociale en faisant un volet prioritaire des **plans multisectoriels pour la nutrition**.
- **Évaluer une option de financement appropriée.** Les projets pilotes ont fourni des éléments probants concernant les différents aspects de la pauvreté et de la nutrition. Il y a toutefois un risque que la possibilité de changement d'échelle ne soit pas suffisamment prise en compte. Un **appui budgétaire** ou un **appui sectoriel** plus limité, géré par les pouvoirs publics, est efficace quand les priorités du bailleur et celles des pouvoirs publics concordent. Les **ressources financières nationales** constituent la seule source de financement durable pour améliorer les systèmes de protection sociale¹⁷.
- **Faire en sorte que les questions de protection soient partie intégrante de l'action.** Dans un contexte humanitaire, les questions de protection sont généralement prises en compte, mais ce n'est pas forcément le cas dans un contexte de développement. Ce point est à considérer conformément aux recommandations du Comité permanent interorganisations¹⁸.
- **Adapter les programmes et systèmes de protection sociale existants pendant les périodes de fragilité, de conflit et de déplacement forcé.** Pendant les périodes de fragilité, de conflit et de déplacement forcé, les programmes et systèmes de protection sociale existants peuvent être adaptés de manière à répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels des populations affectées¹⁹.



Domaines d'intervention

- **Faire en sorte que les programmes de protection sociale et de nutrition soient mis en œuvre dans un cadre juridique approprié.** Dans de nombreux cas, les programmes de protection sociale sont mis en œuvre en dehors d'un cadre juridique approprié, et souvent, ils ne sont pas considérés comme un droit des bénéficiaires²⁰. Les mécanismes d'examen des plaintes ne peuvent pas remplacer des lois de protection sociale appropriées. Un cadre juridique solide fondé sur les droits et énonçant clairement les droits à la protection sociale devrait être la norme. Les considérations relatives aux droits humains incorporent une perspective prenant en considération le cycle de vie et fondée sur les principes et normes des droits humains. Les personnes de tous âges détiennent des droits et sont exposées à des chocs et des risques de différents types (y compris la pandémie de Covid-19).
- **Vérifier que l'action de protection sociale est sensible à la nutrition²¹.** Prend-on en considération comme il se doit les **populations les plus exposées aux risques** – en particulier les nourrissons, les enfants, les filles adolescentes, les femmes et filles en situation de handicap, les femmes enceintes et allaitantes qui vivent dans des zones isolées ou des habitats spontanés ? Est-ce que les personnes les plus exposées aux risques nutritionnels sont protégées (**couverture**) ? Y a-t-il un appui suffisant pour améliorer les résultats nutritionnels (**adéquation et exhaustivité**) ? Y a-t-il suffisamment de **liaisons et d'orientations** entre l'aide sociale et les autres résultats sectoriels pour améliorer la nutrition?
- **Faites un choix entre la fourniture universelle et sous-condition de ressources pour mieux combattre la dénutrition.** Il est possible de donner la priorité à différentes dimensions de l'universalité, par exemple, atteindre tous les membres d'une certaine catégorie, comme les enfants, par le biais d'allocations familiales universelles²². Le ciblage selon les ressources est d'autant plus sujet à des erreurs de ciblage que la population éligible est réduite²³. La couverture universelle des enfants peut exclure les enfants non enregistrés ou réfugiés.
- **Faire en sorte que le système de financement couvre l'éventail de risque du nexus humanitaire-développement-paix.** Il faut que les systèmes de financement couvrent l'éventail de risques allant de chocs peu fréquents mais graves, à des chocs fréquents mais peu graves²⁴.
- **Compléter l'aide sociale par des interventions sectorielles plus étendues.** La protection sociale peut améliorer la nutrition des participants aux programmes de

17 https://www.oecd.org/dev/inclusivesocietiesanddevelopment/Lessons_learned_social_development_partners_for_social_protection.pdf, p. 19

18 <https://interagencystandingcommittee.org/system/files/2020-11/IASC%20Policy%20on%20Protection%20in%20Humanitarian%20Action%20C%202016.pdf>

19 European Commission (2019) Tools and Methods Series - Reference Document No 26: Social Protection across the Humanitarian-Development Nexus. A Game Changer in Supporting People through Crises. | Capacity4dev (europa.eu), p. 6.

20 <http://www.fao.org/3/i5321e/i5321e.pdf>, p. 1

21 Pour plus d'informations, voir l'aide-mémoire d'introduction et l'aide-mémoire sur le marqueur de politique nutritionnelle disponible à la page [Série d'aide-mémoire sur la nutrition | Capacity4dev \(europa.eu\)](#)

22 <https://www.e-elgar.com/shop/gbp/handbook-on-social-protection-systems-9781839109102.html>, pp. 23-24

23 La littérature montre que les erreurs d'inclusion et d'exclusion se situent entre 44 % et 55 % quand les 20 % inférieurs de la population sont couverts, alors qu'elles se situent entre 57 % et 71 % quand 10 % de la population sont couverts (Kidd, Gelders, & Bailey-Athias, 2017). Ces erreurs se produisent pour différentes raisons, notamment 1) une faible corrélation entre la consommation des ménages et différents indicateurs indirects; 2) des erreurs dans l'enquête sur les ménages et 3) des difficultés à vérifier la valeur véritable des indicateurs indirects (Devereux et al., 2017). Source: https://www.researchgate.net/publication/341966487_Targeting_efficiency_and_effectiveness_of_national_cash_transfers_program_Lessons_from_BISP_Pakistan/link/5edb73a792851c9c5e8744b4/download

24 <https://www.unicef.org/eap/reports/asia-and-pacific-regional-overview-food-security-and-nutrition-0>, pp. 47

protection sociale, aussi bien en temps normal qu'en temps de crise. Même si l'aide sociale a amélioré les résultats nutritionnels, des résultats encore meilleurs peuvent être obtenus quand des objectifs nutritionnels sont inclus explicitement dans la conception, la mise en œuvre et le suivi²⁵.

- **Promouvoir l'apprentissage fondé sur des preuves.** Comme un apprentissage fondé sur des preuves est nécessaire dans le domaine de la protection sociale et de la nutrition, le budget d'une activité doit prévoir des fonds pour réaliser des études de cas et des évaluations étayées, par exemple, par des études longitudinales ou des essais contrôlés randomisés



Autres informations et appuis

- Partenariats internationaux de l'UE <https://ec.europa.eu/international-partnerships/topics/social-protection-en#header-2153>
- European Commission Guidance Package on Social Protection Across the Humanitarian-Development Nexus (SPaN) [Guidance Package on Social Protection across the Humanitarian-Development Nexus | Capacity4dev \(europa.eu\)](https://www.capacity4dev.europa.eu/guidance-package-on-social-protection-across-the-humanitarian-development-nexus)
- Rapport mondial sur la protection sociale 2020-22 de l'OIT https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---soc_sec/documents/publication/wcms_817575.pdf
- Plancher de protection sociale de l'OIT <https://www.social-protection.org/gimi/ShowTheme.action?id=1321>
- La Banque mondiale dans la protection sociale <https://www.worldbank.org/en/topic/socialprotection>
- Development Pathways – publications on social protection <https://www.developmentpathways.co.uk>
- ODI – protection sociale – diverses publications sur la protection sociale <https://odi.org/en/about/our-work/equity-and-social-policy/social-protection-esp/>
- Handbook on social protection systems (2021) <https://www.e-elgar.com/shop/gbp/handbook-on-social-protection-systems-9781839109102.html>
- Inter Agency Social Protection Assessments (ISPA) – tools and assessments <https://ispatools.org>
- ISPA - Plateforme en ligne, basée sur les membres, de partage de connaissances et de renforcement des capacités, basée sur les membres <https://socialprotection.org/fr>
- CALP Network <https://www.calpnetwork.org/search/nutrition>
- <https://www.fao.org/social-protection/fr/>

Comme indiqué plus haut:

- **Appuyer une protection sociale réactive face aux chocs dans tout le nexus humanitaire-développement-paix.**
- **Appuyer une protection sociale sensible au genre.**
- **Promouvoir la protection sociale dans le contexte de la transformation des systèmes alimentaires.**

- https://www.oecd.org/dev/inclusivesocietiesanddevelopment/Lessons_learned_social_development_partners_for_social_protection.pdf, pp. 19.

Actions pertinentes financées par l'UE qui présentent des études de cas en rapport avec la protection sociale et la nutrition.

- L'appui budgétaire à la protection sociale au Bangladesh (2019-2024).
- [Le programme national de filet de sécurité productif \(PSNP\) de l'Éthiopie.](#)

L'action non liée peut être étudiée plus en détail dans l'annexe du [6ème Rapport de suivi](#).

Le nouveau marqueur de politique nutritionnelle du CAD de l'OCDE a été approuvé par le CAD pour les rapports officiels sur l'aide publique au développement en 2019 avec l'appui de la Commission européenne et des États membres. Selon ce marqueur, «un projet est identifié comme lié à la nutrition lorsqu'il a pour but de lutter contre les causes immédiates ou sous-jacentes de la malnutrition». Une publication sur le marqueur du CAD de l'OCDE sur la nutrition ([OECD-DAC Nutrition Policy Marker Handbook](#)) est disponible.

L'Union européenne fait partie des leaders mondiaux de la promotion de l'égalité de genre, qui est un des principaux objectifs politiques de son action externe et de sa politique étrangère commune, le but étant d'accélérer la concrétisation des ODD. D'ici 2025, 85 % des nouvelles actions de l'UE devraient contribuer à la réalisation de l'objectif d'égalité de genre et d'autonomisation des femmes, sachant que le nombre d'actions qui en feront leur objectif principal augmentera. Se reporter à **l'aide-mémoire: nutrition, égalité de genre et autonomisation des femmes**.

25 <https://www.unicef.org/eap/reports/asia-and-pacific-regional-overview-food-security-and-nutrition-0>, p. 41

Pour en savoir plus, contactez l'unité F3 de la DG INTPA (Nutrition et approche Une seule santé) par courriel à l'adresse intpa-f3@ec.europa.eu

© Union européenne 2022

Publié par la Direction générale des partenariats internationaux, direction Pacte vert, stratégie numérique, février 2022.

Le contenu de la présente publication ne reflète pas nécessairement l'opinion de la Commission européenne.

Pour en savoir plus : https://ec.europa.eu/international-partnerships/home_en